



**PRESTATION DE REMPLACEMENT DE CELLULES HAUTE TENSION AU POSTE ELECTRIQUE P1 DE
L'INSTALLATION TORE SUPRA**

PROJET DE MARCHÉ N°B25-01651-FHT

ENTRE :

Le Commissariat à l'Energie Atomique et aux Energies Alternatives, Etablissement public de Recherche à caractère Scientifique, Technique et Industriel, dont le siège social est situé bâtiment le Ponant D-25 Rue Leblanc à Paris 15^{ème} – immatriculé au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro R.C.S PARIS B 775 685 019,

représenté par **Madame Anne-Isabelle ETIENVRE**, agissant en qualité de Directrice de la Recherche Fondamentale,

ci-après dénommé « **le CEA** »

d'une part,

ET :

La société **XXXX**, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés **XXXX** sous le numéro **XXXX**, dont le siège social est situé **XXXXXX**

représentée par **XXXXX**, agissant en qualité de **XXXX**,

ci-après dénommée « **le Titulaire** »

d'autre part,

IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIT :

SOMMAIRE

ARTICLE 1 - OBJET.....	4
ARTICLE 2 - DOCUMENTS APPLICABLES	4
ARTICLE 3 - ETENDUE DES PRESTATIONS	4
3.1 OBLIGATION DE RESULTAT.....	4
3.2 DESCRIPTION DES PRESTATIONS	5
3.3 LIVRABLES DOCUMENTAIRES.....	5
ARTICLE 4 - CONDITIONS D'EXECUTION.....	5
4.1 CONDITIONS GENERALES D'EXECUTION	5
4.2 SUIVI ET CONTROLE DES PRESTATIONS	5
4.3 OBLIGATION GENERALE DE CONSEIL ET D'INFORMATION.....	5
4.4 CONFIDENTIALITE	5
4.5 CONFLIT D'INTERET.....	6
4.6 MOYENS MIS EN ŒUVRE PAR LE TITULAIRE.....	6
4.7 CONNAISSANCE DES LIEUX ET DE L'ENVIRONNEMENT	6
4.8 OBLIGATIONS DU CEA	6
4.9 LIEU D'EXECUTION ET LIVRAISON	6
4.10 TRAÇABILITE.....	7
4.11 INTERLOCUTEURS	7
ARTICLE 5 - CONDITIONS FINANCIERES.....	7
5.1 MONTANT DU MARCHÉ	7
5.2 CARACTERE DES PRIX.....	7
ARTICLE 6 - CONDITIONS DE FACTURATION ET REGIME FISCAL	8
6.1 ECHEANCIER DE FACTURATION	8
6.2 MODALITES DE FACTURATION.....	8
6.3 REGIME FISCAL	8
ARTICLE 7 - DUREE / RECEPTION.....	8
7.1 ENTREE EN VIGUEUR	8
7.2 DUREE	8
7.3 RECEPTIONS.....	8
ARTICLE 8 - MISE A DISPOSITION DU TITULAIRE DE FICHIERS OU PROGRAMMES INFORMATIQUES APPARTENANT AU CEA.....	9
ARTICLE 9 – CONFORMITE	9
ARTICLE 10 - QUALITE / SECURITE / SURETE / ENVIRONNEMENT	9
ARTICLE 11 - GARANTIE	9
ARTICLE 12 - SOUS-TRAITANCE.....	10
ARTICLE 13 - PENALITES.....	10
13.1 PENALITE POUR NON-RESPECT DES CONSIGNES EN MATIERE D'EVACUATION DE DECHETS CONVENTIONNELS	10
13.2 PENALITE POUR NON-RESPECT DES ENGAGEMENTS ENVIRONNEMENTAUX.....	10
13.3 MODALITES D'APPLICATION DES PENALITES ET PLAFOND	10
ARTICLE 14 - GESTION DES DÉCHETS.....	10
14.1 TRI DES DECHETS.....	10
14.2 EVACUATION DES DECHETS.....	10
ARTICLE 15 - JURIDICTION COMPETENTE.....	11
ANNEXE 1 - OBLIGATIONS DU TITULAIRE QUANT A SON PERSONNEL.....	13
ANNEXE 2 - CLAUSES DE PROTECTION DES INFORMATIONS	16

Référence du document	DEN/CAD/DSTG/SMA/BELP	B25-01651-FHT	4001XXXXXX/XXXXX	2/18
	EMETTEUR	AFFAIRE	Numéro de marché	

PROJET

Référence du document	DEN/CAD/DSTG/SMA/BELP	B25-01651-FHT	4001XXXXXX/XXXXX	3/18
	EMETTEUR	AFFAIRE	Numéro de marché	

Affaire suivie techniquement par :
Unité : DRF//IRFM/STEP/GSAM
Nom : Thibault MONDIERE
Email : thibault.mondiere@cea.fr
Tél. : 04.42.25.32.28

Affaire suivie commercialement par :
Service des Marchés et Achats
Nom : Fabien HERSENT
Email : fabien.hersent@cea.fr
Tél : 04.42.25.43.82
Secrétariat : 04.42.25.49.77

ARTICLE 1 - OBJET

Le présent marché, ci-après désigné « Marché », a pour objet de définir les conditions suivant lesquelles le CEA confie au Titulaire, qui accepte, une prestation d'étude et de remplacement de cellules Haute Tension (HT) au poste électrique P1 de l'installation Tore Supra, pour le compte de l'Institut de Recherche sur la Fusion par confinement Magnétique (IRFM) du CEA de Cadarache.

ARTICLE 2 - DOCUMENTS APPLICABLES

Dans la mesure où leurs dispositions ne sont pas contraires à celles du Marché (et de ses annexes), lesquelles prévalent, les documents ci-après sont applicables par ordre de priorité décroissante :

- les prescriptions de Sécurité – Sûreté nucléaire – Radioprotection du Marché et leurs annexes (référentiels correspondants),
- le Dossier de Consultation des Entreprises (DCE) référencé B25-01651-FHT, incluant notamment le Cahier des Charges (CDC) référencé I0003394677 V2.0 en date du 25/04/2025, ses annexes et l'ensemble des documents qui y sont mentionnés comme documents applicables,
- les Conditions Générales d'Achat (**CGA**) applicables aux marchés passés par le CEA (Edition de Janvier 2022),
- les règles applicables aux Entreprises Extérieures (Titulaires ou sous-traitants de marchés) en matière de discipline, de santé et de sécurité au travail sur le Centre du CEA Cadarache, dont :
 - le règlement intérieur du CEA Cadarache dans sa version en vigueur,
 - le Cahier des Clauses Sociales particulières applicable aux prestations réalisées par des Entreprises extérieures et impliquant l'intervention de leur personnel sur un site CEA (C2SP),
- la Procédure d'Entrée et sortie de Matériel du centre de Cadarache référencée DEN/CAD/DIR/PR 026,
- à titre supplétif, l'offre du Titulaire référencée XXXXX du xx/xx/2025.

Le Titulaire reconnaît expressément avoir pris connaissance et accepté les documents ci-dessus.

Les conditions générales du Titulaire, hormis celles issues de dispositions légales impératives, sont inopposables quelle qu'en soit la forme.

Les documents relatifs :

- aux Conditions Générales d'Achat du CEA (Français et Anglais),
- aux Marchés spécifiques de sous-traitance,

sont disponibles sur le site : www.cea.fr rubrique Entreprises.

ARTICLE 3 - ETENDUE DES PRESTATIONS

3.1 Obligation de résultat

Les prestations objet du Marché, dont le Titulaire assure la direction et assume l'entière responsabilité, relèvent d'une obligation de résultat à l'égard du CEA. Si le résultat prévu n'était pas atteint, le CEA pourra prononcer, à tout moment, la résiliation du Marché, conformément aux dispositions de l'article 39 des Conditions Générales d'Achat du CEA.

Le Titulaire du Marché, en tant que spécialiste des prestations qui lui sont confiées, s'engage à les effectuer dans le respect des besoins et fonctionnalités et des contraintes et exigences exprimés par le CEA dans le cahier des charges.

Référence du document	DEN/CAD/DSTG/SMA/BELP	B25-01651-FHT	4001XXXXXX/XXXXX	4/18
	EMETTEUR	AFFAIRE	Numéro de marché	

3.2 Description des prestations

Les prestations objet du Marché sont réalisées conformément aux dispositions du Cahier des Charges visé à l'article 2 supra et de l'ensemble des documents CEA précités, ainsi qu'aux prescriptions des textes et normes en vigueur.

Les prestations de base, fermes et forfaitaires consistent notamment à :

Poste 1 : l'étude complète du remplacement,

Poste 2 : les divers approvisionnements de matériel,

Poste 3 : l'emballage, le transport, la livraison et le déchargement au bâtiment 512 du CEA de Cadarache,

Poste 4 : les travaux de remplacement (dépose de l'existant, installation et raccordement des nouvelles cellules) et les tests sur site (avant remise sous tension et sous tension),

Poste 5 : la fourniture du dossier de fin d'affaire.

3.3 Livrables documentaires

Le Titulaire s'engage à remettre au CEA la totalité des documents devant être réalisés dans le cadre des prestations conformément aux exigences des documents applicables précités à l'article 2, à la fréquence demandée et dans les temps impartis.

Tous les documents devront être acceptés par le CEA et seront la propriété du CEA, après leur acceptation.

Cette acceptation ne pourra en aucune manière et à aucun moment être invoquée par le Titulaire pour s'exonérer ou tenter de s'exonérer de tout ou partie de ses responsabilités.

ARTICLE 4 - CONDITIONS D'EXECUTION

4.1 Conditions générales d'exécution

Les prestations seront en tous points conformes aux documents applicables (article 2 supra) et seront réalisées conformément aux prescriptions des textes et des normes en vigueur.

Le Titulaire est réputé s'être assuré de l'exactitude des informations qui lui seront remises par le CEA ainsi que de la possibilité de les suivre strictement.

En complément des renseignements qui lui sont fournis dans les pièces du Marché, le Titulaire doit relever sur place, tous les renseignements qui lui sont nécessaires pour établir son prix ferme et forfaitaire. Par conséquent, le Titulaire ne pourra en aucun cas, prétendre à un supplément de prix par suite, soit d'insuffisance de description, soit de difficulté d'accès ou d'organisation due aux particularités des installations.

Il est responsable de la bonne exécution technique et matérielle des prestations qui lui sont confiées dans le cadre du Marché, étant précisé que toutes prestations défectueuses seront reprises par lui dans les plus brefs délais et exclusivement à ses frais. Il répond en particulier de l'exactitude des documents remis au CEA. Lorsque le CEA constate des non conformités avant la réception du Marché, il peut ordonner leurs mises en conformité. Les mises en conformité sont réalisées à ses frais par le Titulaire dans les plus brefs délais fixés par le CEA.

4.2 Suivi et contrôle des prestations

Le suivi et le contrôle des prestations confiées au Titulaire sont détaillés dans le CDC.

4.3 Obligation générale de conseil et d'information

Le Titulaire est expressément tenu, au fur et à mesure de l'exécution des prestations qui lui sont dévolues au titre du Marché, au devoir de conseil et d'information, lequel consiste notamment à informer complètement le CEA sur les conséquences des différentes décisions qu'il peut être amené à lui faire prendre, à attirer son attention lorsqu'il décèle des risques de quelque nature que ce soit dans l'exécution du marché, à lui suggérer les démarches ou solutions utiles au parfait et complet accomplissement de sa mission et plus généralement à protéger au mieux les intérêts du CEA.

La mission comprend, en toute hypothèse sans exception ni réserve, dans la limite des tâches qui lui sont confiées au titre du Marché, toutes les prestations nécessaires à sa réalisation.

4.4 Confidentialité

Le Titulaire est tenu de respecter le caractère secret ou confidentiel des informations dont il a connaissance, même de manière fortuite, à l'occasion de l'appel d'offres ou de l'exécution du Marché.

Il répond du respect de ce caractère secret ou confidentiel par son personnel, ses fournisseurs ou ses sous-traitants.

Référence du document	DEN/CAD/DSTG/SMA/BELP	B25-01651-FHT	4001XXXXXX/XXXXX	5/18
	EMETTEUR	AFFAIRE	Numéro de marché	

Ces informations ne peuvent, sans autorisation de la personne responsable du Marché, être communiquées à d'autres personnes que celles qui ont qualité pour en connaître.

Les dispositions en matière de confidentialité sont régies par les dispositions de l'article 11 des CGA.

4.5 Conflit d'intérêt

De manière qu'il ne puisse se trouver en situation de conflit d'intérêt à l'occasion de l'exécution du Marché, le Titulaire s'engage à avertir sans délai le CEA si, à l'occasion de l'exécution du Marché, il se trouve en situation de pouvoir influencer sur les conditions dans lesquelles une Société avec laquelle il entretient des liens soumissionnerait, obtiendrait ou exécuterait un marché portant sur des prestations qui entreraient, directement ou indirectement, dans le champ d'un ou plusieurs projets ou interviendrait en sous-traitance d'un tel marché.

Après examen de la situation ainsi créée, le CEA, soit donnera au Titulaire son accord pour la poursuite des prestations, soit déliera le Titulaire des engagements nés du Marché en ce qui concerne les prestations concernées et négociera avec lui la moins-value résultant de la non-exécution des prestations.

Si la sous-traitance est autorisée, le Titulaire s'engage à ce que ses sous-traitants se conforment, en ce qui concerne leur propre autonomie, aux dispositions de la présente clause relative au conflit d'intérêt et à écarter tout sous-traitant d'un groupe de tâches pour lequel ledit sous-traitant se trouverait en situation potentielle de conflit d'intérêt.

Toute violation ou inobservation par le Titulaire ou ses sous-traitants des engagements ci-dessus, même dans les cas où elles résultent d'une imprudence ou d'une négligence, peut entraîner la résiliation du Marché à ses torts, sans formalités judiciaires et sans préavis par le CEA, sans préjudice de tous dommages et intérêts au bénéfice du CEA.

4.6 Moyens mis en œuvre par le Titulaire

Le Titulaire prend en charge l'ensemble des consommables ayant trait à l'exécution des prestations même lorsque cette exécution s'effectue dans les locaux du CEA.

Le Titulaire fournit à son personnel et sous sa seule responsabilité le matériel nécessaire à l'exécution du Marché conformément aux dispositions de l'article 18.2 des CGA.

Le Titulaire veille à ce que son personnel n'utilise pas les matériels appartenant au CEA qui ne sont pas mis normalement à sa disposition dans le cadre du Marché.

Si des matériels appartenant au CEA étaient prêtés au Titulaire, celui-ci les mettrait en œuvre sous sa seule responsabilité.

4.7 Connaissance des lieux et de l'environnement

En complément des renseignements qui lui sont fournis dans les pièces du Marché, et conformément aux dispositions de l'article 4.1 des CGA, le Titulaire doit avoir effectué les vérifications préalables et avoir demandé au CEA tous les renseignements complémentaires qui lui sont nécessaires pour exécuter les prestations dans les délais requis.

Par conséquent, le Titulaire ne pourra en aucun cas prétendre à un supplément de prix ou justifier un retard par suite, soit d'insuffisance de description, soit de difficulté d'accès ou d'organisation due aux particularités du lieu.

4.8 Obligations du CEA

Le cas échéant, le CEA mettra à disposition du Titulaire tout document et informations nécessaires à l'exécution du Marché.

Dans l'hypothèse d'une indisponibilité des éléments précités, les Parties se rapprocheront pour en définir l'incidence sur l'exécution du Marché.

4.9 Lieu d'exécution et livraison

La prestation sera réalisée dans les locaux du Titulaire et ceux de l'IRFM sur le site de Cadarache.

Les éléments devront être emballés de façon à assurer une protection efficace notamment contre la corrosion, les poussières, l'humidité et les chocs.

Référence du document	DEN/CAD/DSTG/SMA/BELP	B25-01651-FHT	4001XXXXXX/XXXXX	6/18
	EMETTEUR	AFFAIRE	Numéro de marché	

Lorsque cela n'est pas de nature à contrevenir aux règles sanitaires et d'hygiène, le Titulaire utilise des contenants réutilisables, recyclés, recyclables ou réemployés et veille à limiter, voire supprimer, l'utilisation des plastiques. Il veille également, dans la mesure du possible, à en réduire les quantités, en volume et en poids.

Les livraisons sont soumises à l'accord préalable et écrit du CEA. Le Titulaire prend à sa charge les coûts associés à l'emballage, au transport, à l'assurance et au déchargement du matériel au bâtiment 512 du CEA de Cadarache.

4.10 Traçabilité

L'ensemble des actions réalisées ou prévues par le Titulaire, à son initiative ou consécutivement à une demande du CEA doit faire l'objet d'un enregistrement précis permettant la traçabilité des opérations.

4.11 Interlocuteurs

Dans le cadre de l'exécution du Marché, les parties désignent comme interlocuteurs les personnes suivantes :

Pour le CEA : Interlocuteur technique

Unité : DRF//IRFM/STEP/GSAM
Nom : Thibault MONDIERE
Mail. : thibault.mondiere@cea.fr
Tél. : 04.42.25.32.28

Pour le Titulaire

Interlocuteur technique :

Nom : xxxxxxxxxxxxxxxxx
Tél : xxxxxxxxxxxxx
Email : xxxxxxxxxxxxxxxx

Le CEA et le Titulaire pourront changer de responsable en cours de Marché moyennant le respect d'un préavis de quinze jours notifié par simple courrier.

ARTICLE 5 - CONDITIONS FINANCIERES

5.1 Montant du Marché

Le montant total du Marché est fixé à la somme ferme et forfaitaire de **XXXXXX € HT** (XXXX euros hors taxes) se décomposant comme suit :

Poste 1 : xxx € HT
Poste 2 : xxx € HT
Poste 3 : xxx € HT
Poste 4 : xxx € HT
Poste 5 : xxx € HT

5.2 Caractère des prix

Les prix mentionnés ci-dessus sont forfaitaires, en conséquence ils s'entendent quelles que soient les sujétions et les difficultés d'étude et de réalisation rencontrées par le Titulaire lors de l'exécution des prestations.

Ils comprennent l'ensemble des frais et notamment les frais de main d'œuvre du Titulaire, les frais de déplacement et d'hébergement, les frais de documentation nécessaires à l'exécution des prestations de sorte qu'aucun supplément de quelque nature que ce soit ne puisse s'ajouter.

Le montant du Marché établi sur la base des conditions économiques du mois de **xxx** 2025 (mois de remise de l'offre) est non révisable.

Référence du document	DEN/CAD/DSTG/SMA/BELP	B25-01651-FHT	4001XXXXXX/XXXXX	7/18
	EMETTEUR	AFFAIRE	Numéro de marché	

ARTICLE 6 - CONDITIONS DE FACTURATION ET REGIME FISCAL

6.1 Echancier de facturation

Le montant des prestations du Marché sera facturé par le Titulaire conformément à l'échéancier suivant :

- 20% du montant total du Marché à la réception sans réserve par le CEA du Poste 1,
- 30% du montant total du Marché à la réception sans réserve par le CEA du Poste 3,
- 50% du montant total du Marché à la réception sans réserve par le CEA du Poste 5.

6.2 Modalités de facturation

Toutes les factures émises par le Titulaire au titre du Marché devront porter la référence de ce dernier.

Toutes les factures dématérialisées via le portail de l'État Chorus Pro par le Titulaire au titre du Marché, en plus des mentions légales devront porter :

- **Le numéro de SIRET** du CEA (siège) : 77568501900587
- **Le code service** : CAD-C
- **Le numéro d'engagement** CEA : 4001XXXXXX

Pour toutes questions lors du dépôt dans Chorus, vous pouvez vous adresser à : CONTACT_DEMAT@cea.fr

Le CEA en assurera le règlement à trente jours à compter de la date dépôt conforme dans Chorus.

Pour toutes questions concernant le règlement de vos factures, vous pouvez vous adresser à : RELANCES@cea.fr

Pour les marchés relatifs à des prestations périodiques payables à terme échu, les factures émises avant le terme seront réputées avoir été émises le premier jour suivant la date du terme.

6.3 Régime fiscal

Le présent marché est soumis à la TVA au taux en vigueur au moment du fait générateur. S'agissant d'une livraison de bien, la TVA sera exigible au plus tard au moment du transfert de propriété.

En vertu de l'article 269,2-a du CGI modifié par l'article 30 de la loi 2021-1900 du 30 décembre 2021, les acomptes encaissés à compter du 1er janvier 2023, seront soumis à TVA.

ARTICLE 7 - DUREE / RECEPTION

7.1 Entrée en vigueur

Le Marché entre en vigueur à compter de sa notification par le CEA.

7.2 Durée

Le Titulaire s'engage à réaliser les prestations du Marché dans un délai de XX semaines à compter de la réunion d'enclenchement (KOM), qui interviendra dans les 2 semaines suivant la notification du Marché.

7.3 Réceptions

Les réceptions s'effectuent conformément aux conditions prévues au chapitre 11 des CGA.

Chaque réception donne lieu à l'établissement d'un procès-verbal signé contradictoirement par les Parties.

En cas de non conformités ou de non-exécution de tout ou partie des prestations, le CEA se laisse la possibilité d'opérer une réfaction du prix du Marché. Dans cette hypothèse, le CEA notifie au Titulaire une proposition d'accepter en l'état les prestations pour un montant qu'il détermine. Le Titulaire dispose d'un délai de 15 jours ouvrés pour présenter ses observations ; passé ce délai, il est réputé avoir accepté la proposition du CEA. Si le Titulaire formule des observations, le CEA dispose d'un délai de 15 jours ouvrés pour notifier sa décision définitive.

A l'issue de la réunion de clôture, après acceptation par le CEA du compte rendu de la réunion et de l'intégralité des livrables réalisés, les Parties signeront conjointement un procès-verbal de fin d'affaire, constituant le démarrage de la période de garantie.

Référence du document	DEN/CAD/DSTG/SMA/BELP	B25-01651-FHT	4001XXXXXX / XXXXX	8/18
	EMETTEUR	AFFAIRE	Numéro de marché	

ARTICLE 8 - MISE A DISPOSITION DU TITULAIRE DE FICHIERS OU PROGRAMMES INFORMATIQUES APPARTENANT AU CEA

Dans le cadre des prestations confiées au Titulaire et pour leur bonne exécution, le CEA peut être amené à mettre à disposition du Titulaire des fichiers informatiques de données, des programmes informatiques, sous quelque forme que ce soit (codes-sources, codes-objets, codes exécutables).

Il est de convention expresse que le CEA est et reste propriétaire des fichiers ou programmes mis à disposition du Titulaire. Les données contenues dans ces fichiers ou programmes ne peuvent être exploitées par le Titulaire que pour les besoins des prestations qui lui sont confiées. Toute autre diffusion ou exploitation, sous quelque forme que ce soit, lui est interdite. De même, il lui est interdit d'effectuer des copies de ces fichiers ou programmes.

En conséquence, le Titulaire doit s'obliger à prendre toutes mesures tendant à assurer le secret le plus absolu sur les données communiquées. Il ne peut communiquer tout ou partie de ces données qu'aux membres de son personnel appelés à travailler pour les prestations considérées. A l'issue des prestations, le Titulaire devra restituer sans délai les fichiers ou programmes au CEA.

ARTICLE 9 – CONFORMITE

Le matériel devra répondre à toutes les normes en vigueur et être conforme aux définitions et prescriptions techniques ainsi que de qualité annoncées par le Titulaire.

Le Titulaire fera figurer sur les emballages du matériel de manière très apparente toutes les instructions utiles sur les précautions particulières à prendre en matière de manipulation, de stockage et de sécurité.

Tout matériel sera accompagné de sa documentation technique complète et détaillée en langue française et comportant, en particulier, les prescriptions et consignes d'installation et de mise en service.

ARTICLE 10 - QUALITE / SECURITE / SURETE / ENVIRONNEMENT

Les prestations, objet du Marché, sont réalisées suivant les exigences fixées par le CEA pour la sécurité et par les normes en vigueur ISO 9001 et ISO 14001 pour la qualité et l'environnement.

Le CEA se réserve la possibilité d'effectuer les vérifications concernant le fonctionnement effectif du système. A cette fin, le Titulaire laisse libre accès, dans les horaires normaux, à ses installations et facilite les audits effectués par du personnel CEA ou mandaté par le CEA.

Ces vérifications ne diminuent en rien la responsabilité du Titulaire.

Le Titulaire assistera le CEA dans le cadre des audits et visites de surveillance relatifs à son propre Système de Management.

S'il apparaît que certaines dispositions relatives à la maîtrise de la qualité, à la démarche environnementale ou en matière de sécurité, sont inappliquées, notification en est faite au Titulaire qui présente au CEA, dans les délais requis, les modifications nécessaires.

En cas de carences, le CEA se réserve la possibilité d'interrompre à tout moment, l'exécution du marché. Si le Titulaire se révèle incapable de remédier à ses manquements, le contrat peut être résilié aux torts du Titulaire, sans indemnité.

ARTICLE 11 - GARANTIE

La garantie de la fourniture et des travaux est fixée à une durée de 12 mois à compter de la date de la réception du dossier de fin d'affaire.

Pendant ce délai, le CEA est couvert contre tous vices de conception, de fabrication, de montage et de tous défauts de matière, ce qui oblige le Titulaire à procéder immédiatement et gratuitement à la réparation, à la modification ou au remplacement des pièces défectueuses.

Le temps d'immobilisation du matériel pour réparation ou remplacement pendant cette période prolongera d'autant la durée de garantie.

Référence du document	DEN/CAD/DSTG/SMA/BELP	B25-01651-FHT	4001XXXXXX/XXXXX	9/18
	EMETTEUR	AFFAIRE	Numéro de marché	

ARTICLE 12 - SOUS-TRAITANCE

Toute opération de sous-traitance est soumise à l'accord préalable et écrit du CEA au moyen du formulaire prévu à cet effet.

Le Titulaire doit reporter dans les contrats avec ses sous-traitants l'ensemble des obligations et des spécifications de la présente commande relatives aux travaux sous-traités.

Les contrats de sous-traitance ne doivent pas faire obstacle à une libre utilisation par le CEA des résultats ou des ouvrages de la présente commande.

Après signature par les deux parties et avant le commencement des travaux sous-traités, une copie du contrat de sous-traitance pourra être demandée par le CEA. La sous-traitance totale est interdite.

ARTICLE 13 - PENALITES

Les pénalités font l'objet d'une facturation au Titulaire qui peut être effectuée à tout moment par le CEA.

Les pénalités sont applicables de plein droit et sans mise en demeure préalable, ni autres formalités juridiques ou judiciaires, sans préjudice de tout recours conformément aux modalités prévues à l'article 24 des CGA citées à l'article 2 supra.

Nonobstant les pénalités applicables au titre des CGA, les pénalités ci-après s'appliquent au présent Marché.

13.1 Pénalité pour non-respect des consignes en matière d'évacuation de déchets conventionnels

En cas de non-respect par le Titulaire des dispositions de l'article 14 « Gestion des déchets » infra, celui-ci sera redevable d'une pénalité de 500 € par constat d'écart.

13.2 Pénalité pour non-respect des engagements environnementaux

En cas de non-respect par le Titulaire des engagements environnementaux, celui-ci sera redevable d'une pénalité de 500 € par constat d'écart.

13.3 Modalités d'application des pénalités et plafond

Les pénalités définies dans le présent article sont :

- toutes cumulables,
- non libératoires, applicables de plein droit et sans mise en demeure préalable, ni autres formalités juridiques ou judiciaires, facturées directement par le CEA,
- cumulativement plafonnées à 10 % (DIX POUR CENT) du montant total HT du Marché.

ARTICLE 14 - GESTION DES DÉCHETS

14.1 Tri des déchets

Il est rappelé que la valorisation ou l'élimination des déchets créés par les prestations, objet du Marché, est de la responsabilité du CEA en tant que producteur de déchets et du Titulaire en tant que détenteur de déchets, pendant la durée du chantier. Toutefois, le Titulaire reste producteur de ses déchets en ce qui concerne les emballages des produits qu'il met en œuvre et les chutes résultant de ses interventions.

À ce titre, le Titulaire se doit de procéder au tri des déchets valorisables issus du chantier dont il a la charge pour le compte du CEA (métal, bois, plastique, verre).

Le non-respect de cette exigence fera l'objet d'une pénalité prévue à l'article « Pénalités » supra.

14.2 Evacuation des déchets

Il est rappelé que quel que soit le mode d'évacuation adopté (apport volontaire sur la déposante, évacuation directe hors du centre) et la nature du déchet (métallique, plastique, inerte, verre, bois, enrobés, déchets industriels en mélange, etc.) le Titulaire devra systématiquement transiter :

- par le bâtiment 300 pour un contrôle radiologique au Service de Protection contre les Rayonnements (SPR),

Référence du document	DEN/CAD/DSTG/SMA/BELP	B25-01651-FHT	4001XXXXXX/XXXXX	10/18
	EMETTEUR	AFFAIRE	Numéro de marché	

- par le bâtiment 785 pour effectuer une pesée au pont bascule et faire enregistrer la fiche de production de déchets dûment signée par le producteur (chargée d'affaires de l'installation au CEA) ainsi que par le SPR. Dans le cas d'une évacuation directe, la fiche de production sera complétée du bordereau de suivi de déchets dûment renseigné conformément aux dispositions définies dans les consignes.

Le Titulaire devra respecter la procédure d'évacuation référencée STL NTE DECH DO 083 du 02/02/2021

Concernant le cas particulier des déchets amiante, le Titulaire devra se conformer aux spécifications réglementaires définies dans la procédure STL NTE DO 1579 du 17.12.2015.

L'évacuation hors du centre des déchets d'amiante est de la responsabilité du CEA. Le Titulaire amené à effectuer des opérations de dépose d'amiante ou des travaux de désamiantage est tenu de respecter les modes opératoires de conditionnement tels que précisés dans les spécifications susvisées. Il appartient également au Titulaire d'émettre au préalable pour chaque nature de déchet d'amiante la fiche d'identification nécessaire à l'obtention par le CEA du certificat d'acceptation préalable de prise en charge par la filière d'élimination.

Le non-respect de ces exigences fera l'objet d'une non-conformité précisée dans une fiche d'écart suivie de l'application de pénalités selon l'article dédié supra.

D'une manière générale, il sera rappelé au Titulaire à l'enclenchement des prestations les exigences principales en matière de gestion des déchets sur le centre de Cadarache.

ARTICLE 15 - JURIDICTION COMPETENTE

Tout différend pouvant survenir entre le Titulaire et le CEA, relatif au Marché, est de la compétence du Tribunal Administratif de Marseille.

Référence du document	DEN/CAD/DSTG/SMA/BELP	B25-01651-FHT	4001XXXXXX/XXXXX	11/18
	EMETTEUR	AFFAIRE	Numéro de marché	



Fait en un exemplaire électronique :

Pour le CEA :	Signature : Date :
Pour le Titulaire :	Signature : Date :

Référence du document	DEN/CAD/DSTG/SMA/BELP	B25-01651-FHT	4001XXXXXX/XXXXX	12/18
	EMETTEUR	AFFAIRE	Numéro de marché	

Ce document est la propriété du CEA/Cadarache et ne peut être utilisé, reproduit ou communiqué sans son autorisation.

ANNEXE 1 - OBLIGATIONS DU TITULAIRE QUANT A SON PERSONNEL

En complément des dispositions prévues aux Conditions Générales d'Achat (CGA), et/ou du Règlement intérieur (Titre III) précités à l'article 2 « documents applicables », le Titulaire est responsable de l'application à son personnel affecté à l'exécution des prestations objet du présent marché :

- de l'ensemble de la législation et réglementation sociales (hygiène et sécurité, radioprotection, dosimétrie, travail dissimulé...), notamment, du code du travail et du code de la santé publique,
- des instructions générales de sécurité applicables aux entreprises extérieures travaillant sur le site,
- des instructions particulières aux installations où sont exécutées les prestations.

A ce titre, le Titulaire est notamment tenu de respecter et de faire respecter par son personnel :

1. La législation et la réglementation relatives à l'hygiène et la sécurité du travail issues du code du travail :

et notamment :

- les prescriptions particulières d'hygiène et de sécurité applicables aux travaux effectués dans un établissement par une entreprise extérieure (articles R. 4511-1 et suivants du code du travail) ;
- les prescriptions particulières de sécurité et de protection de la santé des personnes qui interviennent sur les chantiers de bâtiment et de génie civil (articles L.4531-1 et suivants et R.4532-2 et suivants du code du travail) ;
- l'interdiction de faire appel aux salariés sous contrat de travail à durée déterminée ou aux salariés des entreprises de travail temporaire pour la réalisation de travaux à risques particuliers.

Au titre de ces dispositions, le Titulaire veillera, notamment, à définir une organisation en matière de sécurité et désignera un correspondant sécurité qui sera l'interlocuteur de l'Ingénieur Sécurité de l'Installation du CEA.

2. La législation et la réglementation relatives à la radioprotection dont :

Les dispositions du code de la santé publique ainsi que les dispositions relatives, notamment, à la protection des travailleurs contre les dangers des rayonnements ionisants et leurs modalités pratiques d'application par :

- la surveillance médicale des personnels et la tenue et la mise à jour des documents prévus par la réglementation ;
- la formation aux risques radiologiques répondant aux exigences du décret n° 2003-296 : formation CEFRI option centre de recherches ou équivalent (programme, durée de formation...) ;
- le classement du personnel dans la catégorie requise;
 - l'assistance de l'unité chargée d'assurer la protection contre les rayonnements. En particulier, le Titulaire communique au Service de Protection contre les Rayonnements (SPR, pour tout nouvel arrivant devant intervenir en zone surveillée ou contrôlée, les doses efficaces et résultats nominatifs de dosimétrie opérationnelle sur une période de 12 mois glissants ;
 - la mise en œuvre des obligations particulières en matière de dosimétrie et d'utilisation d'appareils et d'équipements de protection individuelle,
 - la certification répondant aux exigences de l'arrêté du 27 novembre 2013 relatif aux entreprises intervenant au sein d'établissements exerçant des activités nucléaires et des entreprises de travail temporaire concernées par ces activités,
 - le respect des règles générales de radioprotection en vigueur sur le Centre de Cadarache ainsi que les prescriptions de radioprotection décrites dans les Dossiers d'Intervention en Milieu Radioactif (DIMR) et dans les documents des installations relatifs aux travaux à réaliser.

Le Titulaire est tenu de fournir à son personnel des appareils, équipements de protection individuelle et instruments de mesure de l'exposition individuelle (notamment : masques de protection des voies respiratoires, tenues de protection, dosimètres) et de procéder à leur entretien et à leur contrôle annuel.

Les EPVR (Equipements de Protection des Voies Respiratoires) fournis par le Titulaire à ses salariés devront répondre aux exigences des normes NF EN136 et EN14387.

Le Titulaire devra s'assurer de l'adéquation des EPVR aux risques mentionnés au plan de prévention établi entre les parties.

Référence du document	DEN/CAD/DSTG/SMA/BELP	B25-01651-FHT	4001XXXXXX/XXXXX	13/18
	EMETTEUR	AFFAIRE	Numéro de marché	

Ces EPVR devront être équipés d'une cartouche filtrante neuve adaptée aux risques présents sur l'(les) installation (s) conformément au Plan de Prévention. Les EPVR ne pourront sortir du périmètre des installations du centre de Cadarache qu'après contrôle tracé du Service de Protection contre les Rayonnements ionisants. Toutes les cartouches filtrantes ne pourront en aucun cas sortir des installations du Centre de Cadarache. Toutes cartouches utilisées (opercule ouvert) devront être mises dans la filière des déchets nucléaires (à minima TFA) sur l'installation où elles auront été utilisées.

Les consignes particulières prises sur le Centre de Cadarache en application du décret n°2003-296 (codifié aux articles R.4451-1 et suivants du code du travail) autorisant le chef d'établissement à adopter des mesures en matière de radioprotection, prévoient, notamment, des plafonds en matière d'exposition individuelle aux rayonnements ionisants, l'utilisation du système CARD pour le suivi de la dosimétrie opérationnelle du personnel affecté à des travaux sous rayonnements ou intervenant en zone contrôlée, l'utilisation si nécessaire d'EPVR filtrants (Equipements de Protection des Voies Respiratoires), un référentiel des durées d'intervention en tenue de protection et des recommandations pour l'évaluation de la situation de travail.

En particulier, aux termes de ces consignes :

- la somme des doses efficaces reçues par exposition externe et interne par un travailleur intervenant en zone surveillée ou réglementée ne doit pas dépasser 15 mSv sur douze mois consécutifs ;
- les appareils, équipements de protection et instruments de mesure du Titulaire doivent respecter, en particulier, les conditions suivantes :
 - o les dosimètres doivent être compatibles avec le système de suivi de la dosimétrie opérationnelle CARD utilisé par le CEA ;
 - o les EPVR filtrants doivent être certifiés CE et avoir été vérifiés selon une méthode normalisée ou validée par le CEA dans l'année qui précède leur utilisation dans les installations du CEA. Une copie des certificats de contrôle devra être remise au CEA ;
 - o la durée maximale de port des tenues avec ou sans adduction d'air doit respecter le référentiel établi par le CEA figurant dans le cahier des charges du présent marché ou doit être validé par le Service de Santé au Travail du Centre de Cadarache en concertation avec le service de médecine du travail du Titulaire dans le cadre d'une convention signée entre eux.

Le CEA procède directement à la transmission des résultats nominatifs de dosimétrie opérationnelle issus du système CARD par informatique vers la base SISERI de l'IRSN. Le CEA met par ailleurs les résultats de la dosimétrie opérationnelle à la disposition de la Personne Compétente en Radioprotection (PCR) du Titulaire, au travers d'un accès à la borne informatisée de consultation de la base CARD2. Cette disposition permet à la PCR d'assurer le suivi de la dosimétrie opérationnelle des intervenants pour le compte de son entreprise et d'assurer la communication des résultats, sous leur forme nominative, au travailleur concerné, au médecin désigné à cet effet par celui-ci, au médecin du travail dont il relève, et au chef d'établissement, ainsi que les communications prévues par le décret n° 2003-296.

3. Respect par le Titulaire du marché de la réglementation fiscale et sociale.

Le Titulaire s'engage à remettre :

- Lors de la conclusion du présent marché et tous les six mois à compter de sa signature, jusqu'à la fin de l'exécution, les documents exigés à l'article D.8222-5 (s'il est établi en France) ou à l'article D.8222-7 (s'il est établi à l'étranger) du code du travail et, le cas échéant, la liste nominative des salariés étrangers qui seraient susceptibles d'être employés (articles D.8254-2 à D.8254-5 du code du travail) ;
- Les attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant que le candidat a satisfait à ses obligations fiscales et sociales (arrêté du 22 mars 2019 fixant la liste des impôts, taxes, contributions ou cotisations sociales donnant lieu à la délivrance de certificats pour l'attribution des contrats de la commande publique).

En outre, conformément aux dispositions de l'article R.1263-12 du code du travail, si le Titulaire est établi à l'étranger et qu'il détache un ou plusieurs salariés en France, il doit fournir, avant le début du détachement, les documents suivants au CEA :

- Une copie de la déclaration de détachement effectuée sur le téléservice « SIPSI » du Ministère chargé du travail ;
- Une copie du document désignant le représentant mentionné à l'article R. 1263-2-1 du code du travail.

Le Titulaire doit s'assurer, lors de la conclusion du marché et tout au long de son exécution, que ses fournisseurs et sous-traitants se conforment également à ces dispositions.

Référence du document	DEN/CAD/DSTG/SMA/BELP	B25-01651-FHT	4001XXXXXX/XXXXX	14/18
	EMETTEUR	AFFAIRE	Numéro de marché	

Le Titulaire encourt des pénalités s'il ne les respecte pas (cf. article 21.1 des Conditions Générales d'Achat du CEA).

4. Les habilitations – les certifications

Le Titulaire s'engage à fournir au CEA, préalablement à l'exécution du présent marché, les certificats et les habilitations requis pour tous les personnels amenés à intervenir sur le Centre de Cadarache (travaux d'ordre électrique, conduite des appareils de levage et des engins de manutention, intervention en zone réglementée etc.) et à signaler toute modification des documents intervenant en cours d'année. Le CEA décline toute responsabilité à l'occasion de dommages causés par les salariés du Titulaire dépourvus d'habilitation.

5. Les modalités d'accès au Centre

5.1 La procédure CEA

L'accueil des personnels du Titulaire s'effectuera conformément aux dispositions des procédures d'accès au centre CEA listées ci-après :

- Procédure « demande d'accès au centre CEA de Cadarache » référence DEN/CAD/DIR/PR/019,
- Procédure « demande d'accès autre que visiteur » référence DEN/CAD/DIR/PR/020.

A cette fin et avant le début d'exécution de la prestation objet du présent marché, le Titulaire se rapprochera de son correspondant technique contractuel (Unité donneur d'ordre) et lui délivrera toutes les informations lui permettant d'effectuer les démarches nécessaires pour l'accès des personnels du Titulaire.

Les demandes d'accès obéissent à des régimes différents suivant la durée de la présence sur le Centre de Cadarache telle que prévue au marché :

La demande d'accès est réalisée par l'Unité donneur d'ordre, avec un délai d'anticipation entre la saisie dans l'application informatique HORUS et l'entrée sur le centre des personnels du Titulaire de :

- personnel UE : 7 jours incompressibles,
- personnel non UE : 20 jours ouvrés (délai réduit à 3 jours si le personnel est accompagné d'un agent CEA en permanence et sous réserve de l'obtention d'une dérogation de l'Officier de Sécurité du centre).

Présence de longue durée (supérieure ou égale à 32 jours sur le centre) :

La demande d'accès est réalisée par l'Unité donneur d'ordre qui dépose auprès du service accueil du CEA (bâtiment 105) une demande de Laissez-Passer Entreprise (LPE), dûment remplie et signée par le Titulaire avec toutes les pièces justificatives requises, suivant le formulaire adapté décrit dans la Procédure CEA précitée.

Dans le cas d'une première demande d'accès sur le Centre de Cadarache, cette demande de LPE devra être déposée auprès du service accueil du CEA (bâtiment 105) **deux (2) mois avant le début d'exécution de la prestation.**

Dans le cas où l'Unité donneur d'ordre doit faire travailler le Titulaire avant ce délai de 2 mois, elle devra, après le dépôt du dossier, initier également une demande d'accès pour une présence de courte durée.

Dans le cas d'un renouvellement d'accès, cette demande de LPE devra être déposée auprès du service accueil du CEA (bâtiment 105) **quinze (15) jours avant le début d'exécution de la prestation.**

5.2 Les jours de fermeture du Centre de Cadarache

Les jours de fermeture pourront être communiqués au Titulaire sur simple demande auprès de l'interlocuteur commercial CEA.

6. La sous-traitance

Les dispositions de la présente annexe s'appliquent également aux sous-traitants du Titulaire, proposés en début de marché ou en cours d'exécution.

Référence du document	DEN/CAD/DSTG/SMA/BELP	B25-01651-FHT	4001XXXXXX/XXXXX	15/18
	EMETTEUR	AFFAIRE	Numéro de marché	

ANNEXE 2 - CLAUSES DE PROTECTION DES INFORMATIONS

Obligation de confidentialité

Les informations et documents relatifs à l'exécution du présent contrat n'ont pas vocation à être publics. Le titulaire s'engage à ne pas divulguer à un tiers, communiquer ou publier en France et à l'étranger sous quelque forme que ce soit, même à titre de référence et de notoriété, sans l'autorisation écrite du CEA, aucune information dont il a connaissance au cours de l'exécution dudit contrat en dehors des communications strictement nécessaires à son exécution.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants de cette obligation de confidentialité et veiller à son application par ces derniers.

Ne sont pas couverts par cette obligation de confidentialité les informations et documents déjà accessibles au public au moment où ils sont portés à la connaissance des parties au marché.

Gestion des informations du CEA

L'exécution du présent contrat peut conduire le Titulaire à avoir connaissance d'informations qui, sans être couvertes par le secret de défense¹, relèvent au CEA de la Diffusion Ordinaire (DO) ou qui sont protégées par la mention Diffusion Restreinte (DR).

➤ DIFFUSION ORDINAIRE

Les systèmes d'information traitant des informations de niveau Diffusion Ordinaire doivent respecter les mesures recommandées par l'ANSSI dans son Guide d'Hygiène Informatique et dans l'instruction interministérielle relative à la protection des systèmes d'informations sensibles n° 901/SGDSN/ANSSI lorsqu'elles sont identifiées comme sensibles.

➤ DIFFUSION RESTREINTE

Les informations et supports de niveau Diffusion Restreinte doivent faire l'objet des mesures de protection indiquées dans :

- l'arrêté du 9 Août 2021 portant approbation de l'instruction générale interministérielle n°1300 sur la protection du secret de la défense nationale,
- l'instruction interministérielle relative à la protection des systèmes d'informations sensibles n° 901/SGDSN/ANSSI.

Les échanges d'informations sensibles ou de niveau DIFFUSION RESTREINTE au format électronique doivent impérativement faire l'objet d'un chiffrement par un outil qualifié par l'Agence Nationale de Sécurité des Systèmes d'Information (ANSSI) et d'un engagement de l'utilisateur quant au respect des règles de sécurité informatique.

En application, le CEA a fait le choix de ZoneCentral/Zed de la société PRIM'X Technologies.

Pour la sécurisation des transmissions électroniques avec le CEA, le titulaire peut faire l'acquisition, auprès de la société PRIM'X Technologies, d'une licence ZoneCentral ou télécharger le gratuit.

➤ Maîtrise des échanges et supports autorisés

Ces règles s'appliquent à tous les acteurs du marché, CEA, titulaire, co-traitant et sous-traitant.

¹ Les marchés classifiés et sensibles doivent être instruits conformément aux obligations de l'instruction interministérielle n° 1300 sur la protection du secret de la défense nationale

Référence du document	DEN/CAD/DSTG/SMA/BELP	B25-01651-FHT	4001XXXXXX/XXXXX	16/18
	EMETTEUR	AFFAIRE	Numéro de marché	

	DIFFUSION RESTREINTE	DIFFUSION ORDINAIRE
Messagerie électronique	Conteneur chiffré*	Conteneur chiffré* peut être demandé quand la sensibilité le nécessite.
Plateformes web collaboratives CEA		
Zone de partage FTP fournie par le CEA		
En attachement visioconférence CEA	Sous réserve que l'usage du service soit autorisé par l'ASSI : Conteneur chiffré*	
Plateformes d'échange Internet « Cloud » (Dropbox, WeTransfer, Google Drive, etc.)		
En attachement à un service externalisé de visioconférence (WebEx, etc.)		
Supports amovibles USB	Conteneur chiffré*. Les supports doivent être dédiés, marqués et enregistrés.	Conteneur chiffré* peut être demandé. Les supports doivent être dédiés. Acheminement conforme aux règles d'acheminement des courriers DO.
DVDrom ou CDrom	Acheminement conforme aux règles d'acheminement des courriers DR.	Acheminement conforme aux règles d'acheminement des courriers DO.
Connexion sur un réseau CEA d'un équipement appartenant au Titulaire	INTERDIT sauf si l'équipement est dédié, identifié, autorisé par l'ASSI et conforme à la PSSI du CEA.	

(*) Accès par mot de passe

Système d'information

Dans le cas où des informations du CEA doivent être traitées sur le système d'information du Titulaire, celui-ci doit être protégé par un antivirus efficace mis à jour régulièrement et l'accès aux informations restreint aux seules personnes ayant à les consulter et à les traiter, via un compte nominatif et un mot de passe robuste. Les clés USB et autres supports éventuels de sauvegarde ou de transfert doivent être identifiés et dédiés au marché.

Engagement de confidentialité

Certaines prestations peuvent nécessiter la signature préalable d'un engagement de confidentialité par les salariés du titulaire. Le cas échéant, le CEA indiquera au Titulaire les prestations concernées par cette mesure.

Restitution des informations et supports

A l'achèvement du contrat, sauf clause contractuelle explicite, le Titulaire s'engage à restituer au CEA, dans un délai convenu, la totalité des documents et supports transmis par le CEA ou émis au titre du présent contrat. Il s'engage également à détruire ces mêmes documents et fichiers numériques sur son système d'information ainsi que sur tout support de sauvegarde.

Référence du document	DEN/CAD/DSTG/SMA/BELP	B25-01651-FHT	4001XXXXXX/XXXXX	17/18
	EMETTEUR	AFFAIRE	Numéro de marché	

ANNEXE 3 - CADRE DE DECOMPOSITION DU PRIX GLOBAL ET FORFAITAIRE

Le prix sur lequel s'engage le Titulaire est établi hors taxes et couvre l'ensemble des charges et frais généraux exposés, la marge, ainsi que les frais de transport et de séjours éventuels du personnel.

Il inclut entre autre les documents livrables comprenant la rédaction, la frappe, la reprographie sous forme électronique accompagné de son support papier le cas échéant et toutes sujétions.

Poste	Description	Prix unitaire (€ H.T.)	Quantité	Unité	Montant total (€ H.T.)
Poste 1	Etude complète du remplacement		1	Forfait	0,00 €
Poste 2	Approvisionnements de matériel		1	Forfait	0,00 €
Poste 3	Emballage, transport, livraison et déchargement au bâtiment 512 du CEA de Cadarache		1	Forfait	0,00 €
Poste 4	Travaux de remplacement (dépose de l'existant, installation et raccordement des nouvelles cellules) et tests sur site		1	Forfait	0,00 €
Poste 5	Fourniture du dossier de fin d'affaire		1	Forfait	0,00 €
Montant total ferme et forfaitaire en euros HT					0,00 €

PROJ

Référence du document	DEN/CAD/DSTG/SMA/BELP	B25-01651-FHT	4001XXXXXX/XXXXX	18/18
	EMETTEUR	AFFAIRE	Numéro de marché	